

XXXV^{èmes} Journées du développement
de l'Association Tiers-Monde
Energie et développement
Vers une transition énergétique au service du
développement
BETA Université de Lorraine (UFR DEA Metz)
27-29 mai 2019
XX-XXX mai & 2019



Depuis les travaux originaux menés par Kraft et Kraft (1978) aux Etats-Unis, les économistes se sont intéressés au lien, notamment causal, susceptible d'exister entre la consommation énergétique et la croissance économique dans le cadre du concept bien connu de *energy-growth nexus*. Depuis lors, de très nombreux travaux sur cette relation statistique ont été recensés (Ozturk, 2010). Bien qu'il existe une très forte controverse sur le sens de causalité de la relation, sa validité à différents types de pays (OCDE, pétroliers, émergents, à faibles revenus,...), et son horizon temporel (la relation pouvant changer entre le court et le long terme), il semble difficile de ne pas considérer les liens qui existent entre l'énergie et le développement au sens large.

Sur le seul plan de la croissance économique, le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) consacré à la stratégie énergétique future de l'Afrique (Ouedraogo, 2017) montre que la croissance économique initiée ces quinze dernières années s'est accompagnée d'une augmentation de la consommation énergétique de 45% sur le continent africain. En Asie du Sud-Est, la forte croissance de ces vingt dernières années a vu la demande énergétique être multipliée par cinq.

Si la relation causale entre énergie et croissance n'est pas forcément évidente à établir et que l'intérêt du développement de l'accès à l'énergie demeure controversé, c'est qu'il existe des effets dont la nature (non-linéaire, par exemple, pour les économètres) est difficile à évaluer. De même, il est nécessaire de s'intéresser aux dynamiques conjointes du prix de l'énergie et des fluctuations macro-économiques. N'observe-t-on pas, en effet, une récession économique d'ampleur après chaque hausse du prix du pétrole et des principales énergies fossiles ? La crise de 2008 n'y fait pas exception. Au final, la relation historique entre énergie et développement est complexe, en

particulier lorsqu'on met en parallèle domestication de l'énergie et développement des civilisations (voir, par exemple, Carbonnier et Grinvald, 2011).

Par ailleurs, il est paradoxal de constater que si la consommation énergétique mondiale ne cesse de croître à l'échelle de la planète, tous les pays n'ont pas accès à des systèmes modernes d'énergie. Bien que de nombreux pays en développement (PED) disposent de ressources énergétiques mobilisables, l'accès à l'énergie demeure inégal et insuffisamment développé pour les pays à bas revenus. Près d'un milliard d'habitants, dont près de deux tiers des africains, sont encore en attente d'électrification (IEA, 2014). En Asie du Sud-Est, les accès à l'électricité sont plus élevés mais n'en demeurent pas moins très inégaux et les taux d'électrification parfois très faibles, comme au Cambodge ou à Myanmar (Southeast Asia Energy Outlook, IEA)

Pour autant, la possibilité d'accéder à l'énergie ne saurait être une condition suffisante au développement. Au-delà de la disponibilité des ressources, c'est leur accessibilité pour les ménages, notamment les plus pauvres, qui est en jeu ; une intervention publique est alors parfois nécessaire (Winkler *et al.*, 2010). Il est donc impératif de repenser la politique énergétique future des pays en développement ainsi que la gouvernance énergétique mondiale et son articulation avec les pouvoirs publics locaux.

En tout état de cause, l'un des objectifs majeurs de ces pays dans les années futures sera de fournir un accès pour tous aux sources d'énergie les plus modernes, de manière à accompagner leur développement économique et social. Si on part du postulat qu'il existe un lien positif entre la production d'énergie et les indicateurs sociaux et de développement, une politique énergétique efficace devrait permettre d'améliorer la qualité de vie des individus (par le biais de l'accès aux ressources telles que l'eau, à l'éducation, aux soins,...), de dynamiser la croissance des entreprises et du secteur industriel, tout en parvenant à achever la transition énergétique.

Bien évidemment, la politique énergétique des PED devra tenir compte de l'impact de la consommation énergétique sur le changement climatique. L'impact de la déforestation sur la biodiversité, de même que les tensions liées à la croissance économique et démographique des PED doivent être prises en compte – la taille des économies africaines devrait quadrupler d'ici à 2040 et leur population doubler (OECD/IEA 2014, Africa Energy Outlook) – pour gérer l'énergie de manière efficiente tout en respectant l'environnement et la sécurité des populations. Les PED qui font face au défi du développement et à la nature du régime de la croissance vont inéluctablement devoir gérer une consommation énergétique et des besoins croissants et, par conséquent, des tensions sur les ressources renouvelables croissantes (par exemple, l'énergie issue de la biomasse par le bois-énergie ou les déchets agricoles représente encore la source principale d'énergie pour le chauffage et la cuisine dans les PED). Dès lors, comment trouver un équilibre énergétique dans l'articulation entre changement climatique, agriculture et développement ?

Dès lors, si l'on souhaite atteindre les objectifs de développement durable et dépasser l'hypothèse bien connue de la courbe de Kuznets environnementale (EKC dans la littérature) qui veut que les premiers stades de développement détériorent la qualité environnementale, le développement des énergies renouvelables devient primordial pour accompagner la consommation énergétique. L'AIE prévoit que la moitié de la croissance de la production d'électricité en 2040 proviendra des sources renouvelables dans les pays d'Afrique subsaharienne. Là encore, les politiques d'accompagnement et de développement seront nécessaires pour que les institutions politiques, l'accès aux marchés financiers et au crédit, les connexions et les infrastructures entre pays proches, soient rendues optimales au développement des énergies vertes. Une gouvernance adéquate prenant appui sur les institutions internationales et les pays industrialisés, ainsi que des financements suffisants en soutien des projets de développement énergétique pour contourner les restrictions financières des PED sont nécessaires. De même, il conviendra de prendre en compte les contraintes locales géographiques spécifiques, la diversité et la sociologie des acteurs locaux (villages ruraux *versus* zones denses urbaines) dans la mise en place des politiques énergétiques futures.

Ces journées du développement auront pour objectif d'alimenter les débats portant sur ces problématiques issues des liens entre énergie et développement, dans la lignée du dossier thématique 176 publié par la revue *Mondes en Développement* (coord. A. Avadikyan et C. Mainguy, 2016). Ces journées « Énergie et développement » pourront développer des ateliers autour des thématiques – non exhaustives – présentées ci-après. La diversité des approches disciplinaires – histoire, géographique, sociologie, science politique, économie politique et écologique, agricole ou encore économétrie – est vivement encouragée.

A/ Énergie et développement

1. énergie et développement humain
2. énergie et santé
3. énergie et éducation
4. énergie, revenus et inégalités
5. énergie et qualité de l'environnement

B/ Énergie, acteurs et projets

1. développement territorial et indépendance énergétique
2. catastrophes et politiques énergétiques
3. stratégies des firmes
4. projets de coopération décentralisée
5. rôle des ONG

C/ Énergie et croissance

1. énergies fossiles et croissance
2. énergies renouvelables et croissance
3. problèmes de *resource curse* et gestion des ressources énergétiques
4. cas spécifique des pays pétroliers, gaziers et subventionnés
5. cas spécifique des pays émergents, etc...
6. prospective énergétique

D/ Dynamique énergétique, prix de l'énergie et développement

1. dynamique des prix et fluctuations conjoncturelles
2. prévision des dynamiques énergétiques (prix, offre,...)
3. financiarisation et sécurité alimentaire
4. histoire de la relation énergie/développement
5. l'économie écologique et la relation énergie-développement

E/ Développement des énergies renouvelables dans les PED

1. expériences villageoises et développement énergétique
2. précarité énergétique et accès à l'énergie (électrification,...)
3. réseaux de distribution, déploiement, infrastructures et efficacité énergétique
4. approvisionnement et sécurité énergétique
5. approche géographique et spatiale des potentialités des renouvelables

F/ Financement de la transition énergétique dans les PED et politiques énergétiques futures

1. rôle des institutions internationales et gouvernance mondiale
2. projets et aide au développement dans le secteur énergétique
3. rôle des pays industrialisés et approvisionnement

G/ Energie, environnement et agriculture

1. recours à la biomasse et développement durable
2. bois-énergie, déforestation
3. énergies en zones rurales
4. relation agriculture-énergie et agro-écologie, biocarburants,
5. programmes hydrauliques et gestion des ressources en eau

H/ Organisation de la transition énergétique

1. gouvernance énergétique, coopération internationale et objectifs de développement durable (COP,...)
2. politiques nationales d'incitations d'économies d'énergie en milieu urbain
3. nouvelles architectures et urbanisme : *smart cities* (« villes intelligentes »), éco-logements...
4. économie de la fonctionnalité et économie circulaire
5. sociologie et acteurs énergétiques

I/ Economie de l'hydrogène et des renouvelables (*session spéciale initiée par l'Université de Lorraine*)

Une ou plusieurs sessions spéciales dédiées à l'hydrogène seront initiées par l'Université de Lorraine dans le cadre du programme pluridisciplinaire UIHYS de l'ISITE-Lorraine Université Excellence (énergéticiens, ingénieurs, sociologues, géographes, économistes). Des communications sur l'hydrogène et, plus largement, sur les nouveaux vecteurs énergétiques sont ici attendues.

Comité scientifique

D. Acclassato (Abomey-Calavi Bénin), V. Acurio Vasconez (Lorraine), D. Avom (Dschang Cameroun), P. Adair (Paris Est-Créteil), B. Boidin (Lille), A. Bourgain (Luxembourg), M. Catin (Toulon), O. Damette (Lorraine), P. Delacote (Inra Nancy), D. Desmarcheliers (Lorraine), M. Deshaies (Lorraine), C. Figuière (Grenoble Alpes), J.-J. Friboulet (Fribourg), G. Froger (Toulouse), J.-J. Gabas (Ird, Sc. Po. Paris), S. Garcia (Inra Nancy), H. Gérardin (Lorraine), V. Géronimi (Versailles Saint Quentin), B. Guesnier (Poitiers), F. Kern (Strasbourg), M. Lelart, (Cnrs, Orléans), F. Leloup (UC Louvain), F. Lemoine (Lorraine), C. Mainguy (Strasbourg), C. Mayoukou (Rouen), T. Montalieu (Orléans), P. NGuyen Van (Cnrs Strasbourg), L.-D. Omgba (Nanterre), M. Perisse (Artois), A. Piveteau (Ird), J. Poirot (Lorraine), B. Quenault (Rennes 2), D. Requier Desjardins (Toulouse), M. Rigat (Marrakech), S. Treillet (Paris Est-Créteil), J.-C. Vérez, (Toulon), M. Vernières (Paris 1).

Comité d'organisation

ATM : J. Brot, H. Gérardin, BETA : O. Damette, L. Mancinelli, S. Untereiner, V. Acurio Vasconez, A. Aguir, C. Ait Youcef, M. Crémel, G. Del Lo, D. Desmarcheliers.

Calendrier

Date limite d'envoi des propositions de communication 30 novembre 2018

Date de la décision du comité scientifique 21 décembre 2018

Date limite d'inscription et d'envoi des communications retenues 5 avril 2019

Sites web

<http://www.mondesendveloppement.eu>, *rubrique Association Tiers-Monde*

<https://sites.google.com/view/atm2019metzsaulcy/accueil>

XXXV^{èmes} Journées du développement
de l'Association Tiers-Monde
Energie et développement
*Vers une transition énergétique au service du
développement*
BETA Université de Lorraine (UFR DEA Metz)
27-29 mai 2019
XX-XXX mai & 2019

PROPOSITION DE COMMUNICATION

Nom :

Prénom :

Institution de rattachement :

Discipline :

- Doctorant(e) Ater/Assistant Enseignant/Chercheur
 Autre (Précisez) :

Adresse professionnelle :

Tél :

Courriel :

- Souhaite présenter une communication se rapportant à l'Atelier (G par exemple) :

et au sous-atelier ou aux sous-ateliers n° (G3 et G5 par exemple) :

TITRE :

Résumé ci-joint (deux pages maximum, soit 1 000 mots présentant la problématique, la méthodologie appliquée et les principales références bibliographiques)

Mots-clés (cinq) :

Présentation orale de la communication en français en anglais

**FICHE À RETOURNER PAR COURRIEL AUX DEUX ADRESSES SUIVANTES
POUR LE 30 NOVEMBRE 2018 AU PLUS TARD**

<p>Olivier DAMETTE BETA Université de Lorraine FDSEG 13 place Carnot 54035 Nancy cedex olivier.damette@univ-lorraine.fr</p>	<p>et</p>	<p>Jean BROT 6 Les Saules 54230 CHAVIGNY France Jean-Brot@orange.fr 33 (0)3 83 47 14 04</p>
--	------------------	--